

UNDT/2010/159, Ibekwe

Décisions du TANU ou du TCNU

Le juge doit soulever sa propre requête la question de la créance d'une demande et vérifier en particulier si les exigences de l'ancienne règle 111.2 (a) ont été respectées depuis que la demande d'examen d'une décision administrative est une condition préalable obligatoire pour Dépôt d'un appel devant le Tribunal des Nations Unies. L'absence de la demande de révision conduit à l'irrécevabilité de la demande (voir les jugements undt / 2010/158, Osman; UNDT / 2009/070, Planas; UNDT / 2009/054, NWUKE; UNDT / 2009/035, Caldarone). La compétence du Tribunal est limitée, conformément à l'art. 2.1 (a) de la loi UNDT, à l'examen de la légalité d'une «décision administrative». Par conséquent, la demande de rémunération des dommages-intérêts du demandeur subie en raison du harcèlement et de la discrimination est également irrécouvrable car elle ne conteste pas une décision administrative expresse ou implicite.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

La requérante demande une compensation pour les dommages subis en conséquence, d'abord, du harcèlement qu'elle a enduré pendant 10 ans, deuxièmement, le placement de matériel indésirable dans son dossier et, enfin, sa non-sélection pour les postes pour lesquels elle prétend être qualifiée.

Principe(s) Juridique(s)

N / A

Résultat

Rejeté sur la recevabilité

Applicants/Appellants

Ibekwe

Entité

ONUG

Numéros d'Affaires

UNDT/GVA/2010/059

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Genève

Date of Judgement

2 Sep 2010

Duty Judge

Juge Cousin

Language of Judgment

Anglais

Français

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Compétence / recevabilité (TCNU ou première instance)

Matière (ratione materiae)

Droit Applicable

Instructions Administratives

- ST/IA/292

Ancien Règlement du personnel

- Disposition 111.2(a)

Jugements Connexes

UNDT/2010/158

UNDT/2009/070

UNDT/2009/054

UNDT/2009/035